



COVALENCE ANALYST PAPERS

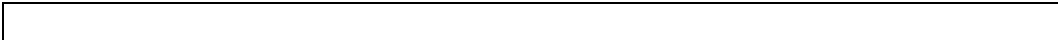
“Big Finance meets Microfinance”

La haute finance rencontre-t-elle les micro-entreprises des pays en développement?

[Evelyne Schmid](#), analyste stagiaire, Covalence SA, Genève, le 9 septembre 2005

Table des matières :

Introduction.....	2
L'importance de l'accès au secteur financier.....	3
L'année internationale du microcrédit.....	4
Quelques réflexions critiques sur la microfinance en général.....	4
Historique et acteurs principaux.....	5
Le rôle des institutions financières privées.....	6
Conclusion.....	10



Introduction

Le concept de "microcrédit" n'existait pas avant les années 70. Même s'ils existaient déjà des petites institutions microfinancières, surtout des organisations ecclésiastiques ou humanitaires, l'idée de la microfinance trouva un véritable essor vers la fin des années 70, lorsque le professeur Mohammad Yunus analysa scientifiquement l'effet des microcrédits sur les conditions de vie des pauvres dans son pays, le Bangladesh.

Aujourd'hui, la microfinance est devenue un sujet à la mode dans le discours international de la coopération. Malheureusement, l'utilisation du terme de « microfinance » reste assez flou et j'estime que l'on peut même parler d'une certaine inflation de l'usage de ce mot miracle. En général, la microfinance réfère aux prestations financières mises à disposition des clients qui disposent d'un revenu très limité. La microfinance est principalement constituée des microcrédits, de l'épargne, des assurances et des services de transfert de l'argent.

Même s'il y a des modalités très diverses, l'idée de base d'un microcrédit reste toujours la même : « que les pauvres ne manquent pas de bonnes idées mais qu'il ne leur manque souvent que les moyens pour les traduire dans les faits. Pour que de petites entreprises prospères naissent de ces bonnes idées, il faut pouvoir placer son épargne en toute sécurité et il faut aussi pouvoir obtenir des crédits » (définition de la DDC)¹.

¹ Site Web de la Direction du développement et de la Coopération, DDC, Suisse.
<http://www.sdc.admin.ch/index.php?navID=3711&IID=2>

L'importance de l'accès au secteur financier

Dans les pays en voie de développement, les microentreprises représentent approximativement 80% du nombre total des entreprises et 20% du BIP de ces pays. En même temps, elles sont la source principale d'emplois².

Ces chiffres montrent l'importance structurelle de ces entreprises. D'un autre côté, la plupart d'entre eux n'ont pas accès au secteur financier à l'heure actuelle.

On estime que 90% de la population des pays pauvres n'a pas accès aux services financiers³. Elle n'a donc pas la possibilité d'accéder aux crédits, d'épargner de manière sûre, ni de bénéficier des assurances, etc. La chance de cette partie de la population de sortir de la pauvreté est ainsi très limitée.

Les raisons de cette exclusion sont multiples : la taille minime des entreprises et les montants modestes donnent lieu à une gérance intensive et peu lucrative, les clients ne peuvent pas offrir de garanties (immobilières, etc.), leur capacité d'investissement est très limitée, le manque d'expérience (gérance d'une entreprise, comptabilité, administration, etc.) et ils sont souvent très dispersés géographiquement et éloignés des banques conventionnelles. En même temps, ils ne sont pas habitués à interagir avec une banque et les banques ne font pas souvent confiance aux pauvres.

A mon avis, pour saisir l'importance de l'accès aux services financiers, il suffit de se pencher un tout petit peu sur notre propre histoire économique. Aujourd'hui, on commence à reconnaître que pour le développement économique, l'accès au secteur financier en Europe occidentale était aussi important que la révolution industrielle. La richesse de la Suisse s'explique en partie par le développement historique de son secteur financier et selon Jakob Tanner, historien à l'université de Zurich, au 19^{ème} et 20^{ème} siècle, l'accès aux petits crédits jouait un rôle dynamisant de la croissance économique européenne⁴.

Une autre manière d'illustrer l'importance du secteur financier pour le développement, c'est le fait que quelques auteurs exigent que l'on considère l'accès aux crédits comme un droit humain de la quatrième génération (p.ex. Felipe Gómez, prof. Du droit international à l'université de Deusto ou Mohammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank)⁵.

Mais comment l'accès aux services financiers peut-t-il être amélioré pour les pauvres si les microcrédits sont un instrument bon marché et adaptable aux conditions locales pour lutter contre la pauvreté ? De nombreuses études (p.ex. une étude effectuée par ACCION internacional⁶) concluent que le contact direct avec les clients doit rester dans les mains des institutions de microfinance (IMF) locales. Même si je crois que cette conclusion est tout à fait pertinente du point de vue des clients, à long terme, la microfinance peut se développer de manière beaucoup plus étendue et effective si la coopération internationale et le secteur privé y participent.

Souvent les IMF ont le même statut juridique qu'une ONG, ce qui peut être problématique une fois qu'elles grandissent. Une des tâches de la coopération internationale est, à mon

² Eine Welt, Das DEZA-Magazin für Entwicklung und Zusammenarbeit, Nr. 3, September 2005.

³ <http://www.sdc.admin.ch/index.php?navID=3711&IID=2>

⁴ J. Tanner, *Microfinance im schweizerischen Industrialisierungsprozess vor 1914 Problemstellungen und Perspektiven*, présentation du 30 juin 2005, à la conférence « Paths to Prosperity-Contributions of the financial sector to the attainment of the Millennium Development Goals », hôtel Allegro, Berne, Suisse.

⁵ Documents du Forum Barcelona 2004, http://www.barcelona2004.org/eng/banco_del_conocimiento/documentos/ficha.cfm?idDoc=1397.

⁶ http://www.accion.org/file_download.asp?f=23

avis, de s'engager pour soutenir et professionnaliser les IMF ainsi que de les intégrer au système financier de leur pays afin qu'elles puissent se refinancer sur le marché local.

Selon des informations du «Consultative Group to Assist the Poor(est) (CGAP), environ 500 millions de micro-entrepreneurs cherchent l'accès aux services financiers⁷. Selon la DDC et le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco), cette demande ne peut pas être satisfaite sans le secteur privé⁸. L'idée est donc que l'argent des investisseurs privés (notre argent par exemple) peut faire bénéficier les programmes de microfinance. Pour construire un lien entre les petits entrepreneurs et le marché financier international, il existe à l'heure actuelle très peu de possibilités. En Suisse, ResponsAbility⁹, un fonds commun de placement à récemment été créé par des acteurs publics et privés suisses. ResponsAbility offre aux IMF la possibilité de se refinancer et en même temps, l'institution espère satisfaire les besoins des investisseurs sociaux ainsi que de jouer un rôle important dans le domaine de la coopération internationale du développement.

L'année internationale du microcrédit

En 1998, une résolution de l'assemblée Générale des Nations Unies, proclame 2005 l'année internationale du microcrédit. Le but principal de ce choix est de convaincre les acteurs internationaux, publics que privés de l'importance de la microfinance dans l'éradication de la pauvreté, sa contribution au développement social et son impact sur la condition de vie des pauvres, notamment des femmes et par conséquent, sa contribution à la réalisation des objectifs millénaires pour le développement.

Quelques réflexions critiques sur la microfinance en général

Avant d'aborder le rôle joué par les différents acteurs, notamment les institutions financières privées, il me semble utile de jeter un regard critique sur le concept de la microfinance. Un des dangers actuels est que quelques acteurs présentent la microfinance comme une solution miracle pour tous les problèmes reliés à la pauvreté. Même si elle reste un instrument avec un potentiel énorme, la microfinance a aussi des limites :

La critique selon laquelle la microfinance ne change pas vraiment les raisons profondes de la pauvreté revient souvent. En outre, les microcrédits aident le plus souvent les plus riches des pauvres : ceux qui ont une certaine éducation et un esprit d'entrepreneur. Le danger que certains pauvres s'endettent est bien sûr présent.

La question de l'effectivité de la microfinance pour la réduction de la pauvreté continue à échauffer les esprits. Tandis que la Grameen Bank prétend que les programmes de microcrédit permettent à 5% des participants de sortir de la pauvreté chaque année, on peut aussi argumenter que la Grameen Bank travaille avec 20% de la population du Bangladesh et que donc les programmes aident les 5% des 20%, ou seulement 1% de la population totale, tandis que la croissance démographique est 1.8%¹⁰.

En général, l'approche du microcrédit se base sur quelques idées de base sur les pauvres : qu'ils sont honnis, qu'ils remboursent les crédits et qu'ils sont solidaires entre-eux. Même si le succès de l'approche semble confirmer ces idées, je me permets de me demander jusqu'où sont-elles vraies. Je crois plutôt que le succès de l'approche se base sur une gestion très étroite des programmes de microcrédit qui ne se limite pas au simple fait de prêter une somme d'argent.

⁷ <http://www.gdrc.org/icm/cgap-mfindustry.html>

⁸ <http://www.seco->

cooperacion.ch/imperia/md/content/publikationen/fachbroschueren/7.pdf?PHPSESSID=7779add17a60ab3f6cfaf416ea1023eb

⁹ www.responsability.ch

¹⁰ www.globalization101.org

Un autre problème, c'est que les microcrédits peuvent discriminer les populations rurales parce qu'il est beaucoup plus facile pour une IMF d'opérer dans une ville que dans la campagne. Et les plus démunis habitent justement le plus souvent la campagne.

Dans un Gender Discussion Forum¹¹, j'ai lu que les microentreprises peuvent constituer une charge de travail additionnelle pour les femmes concernées. Certaines critiques argumentent que le bénéfice économique supplémentaire créé par les femmes tombe trop souvent dans les mains des hommes. Pour faire face au travail dans l'entreprise, les femmes doivent déléguer le travail de ménage à leurs filles aînées ce qui a un impact négatif sur leurs droits à l'éducation.

Pour résumer, même si les microcrédits ont un potentiel très puissant, ils ne sont pas une solution miracle, surtout pas pour des populations géographiquement dispersées ou celles avec un taux élevé de maladies.

Historique et acteurs principaux

Au début de l'histoire de la microfinance, les organisations humanitaires étaient les premières à accorder des microcrédits. Une des institutions les plus anciennes et qui joue toujours aujourd'hui un rôle important, c'est OikoCredit¹², une institution néerlandaise, créée en 1975 par des églises.

Tandis que de nombreuses petites IMF opèrent depuis longtemps, souvent en forme de groupes de femmes, l'institution la plus grande de microfinance est aujourd'hui la Grameen Bank¹³ du Bangladesh, créée après la découverte de l'efficacité des microcrédits. Face à l'impossibilité de convaincre les banques conventionnelles d'investir dans la microfinance, la Grameen Bank a été créée pour combler cette lacune.

Dès la fondation de la fameuse Grameen Bank au Bangladesh en 1983, une nouvelle conception de la tâche des banques a vu le jour: Contrairement aux banques traditionnelles, la Grameen Bank considère que l'accès aux crédits est un droit humain. Par conséquent, celui qui ne possède absolument rien est en priorité d'obtenir un crédit. Le critère d'accréditation ne se base donc pas sur sa possession matérielle actuelle mais sur son potentiel. Les crédits accordés par la Grameen Bank sont basés sur la confiance et créés afin que les pauvres utilisent leur propre potentiel pour s'en sortir en s'auto-employant. Pour que la Grameen Bank ait quand même une garantie du remboursement des crédits, les clients doivent rejoindre un groupe qui est solidairement responsable du remboursement. Celui-ci est effectué par des petites tranches hebdomadaires et, selon la Grameen Bank, le quota du remboursement excède les 95%. En même temps, la banque offre des possibilités d'épargne et d'autres services financiers.

Comme une des premières institutions microfinancières du monde, la Grameen Bank a dès lors gagné beaucoup de prestige international et l'idée continue d'être appliquée dans de nombreux autres pays en développement.

Aujourd'hui de nombreuses agences internationales soutiennent des programmes de microfinance. P.ex. la Croix Rouge au Rwanda, Swaziland et au Gabon¹⁴ des multiples agences de l'ONU, etc. Sur le plan suisse, la DDC est active dans ce domaine en investissant 25 millions de Francs Suisses dans 25 pays¹⁵. Elle se concentre notamment sur le transfert de l'expérience, le soutien infrastructurel aux IMF et l'adaptation des conditions du cadre du secteur financier de ces pays.

¹¹ <http://www.un.org.in/gender/microcredit.htm>

¹² <http://www.oikocredit.org/site/en/>

¹³ <http://www.grameen-info.org/>

¹⁴ <http://www.ifrc.org/docs/news/speech04/wa161104.asp>

¹⁵ Eine Welt, Das DEZA-Magazin für Entwicklung und Zusammenarbeit, Nr. 3, September 2005.

La banque mondiale estime qu'il y a aujourd'hui plus que 7000 IMF au bénéfice de 16 millions de pauvres¹⁶. Mais le chiffre est assez flou. J'ai trouvé un autre chiffre qui mentionnait de 60 à 80 millions de personnes clientes d'une IMF¹⁷. Hors des pays du Sud, la zone la plus dynamique est l'Europe centrale et orientale, notamment la Bosnie-Herzégovine.

Ce n'est que très récemment que le secteur privé est entré en jeu. En Suisse, l'Etat, à travers la DDC et le SECO, coopère avec des banques privées (la Credit Suisse, les banques Raiffeisen et la Banque Alternative, Baumann & Cie.) dans le fonds commun de placement de ResponsAbility¹⁸.

De nombreux analystes constatent que les limites du rôle de la microfinance sont le manque d'une politique claire et d'un cadre régulateur, l'accès insuffisant à l'information et les capacités faibles des ressources humaines et institutionnelles. Dans les PMD, le taux de pénétration de la microfinance n'excède que rarement 1%¹⁹. Ceci dit, la participation du secteur privé ne peut être bienvenue que si elle s'effectue d'une manière honnête et durable.

Le rôle des institutions financières privées

Les premiers succès de ces ONG ont attiré l'attention des banques traditionnelles, qui se sont positionnées sur des « niches » de marché en faisant, littéralement, de la concurrence aux ONG. On constate que la tendance dominante est la course à la rentabilité ou, du moins, à la « sustainability » (l'équilibre financier ou l'autosuffisance) des IMF. Benoît Granger constate qu'« avec, de la part des grands bailleurs de fonds publics et privés, une forte pression pour que les opérateurs y parviennent rapidement est effectuée sur les IMF pour qu'ils facturent des services et des taux d'intérêt qui couvrent leurs coûts. L'objectif est de réduire fermement la dépendance [de l'IMF] vis-à-vis des subventions pour tendre vers l'autosuffisance financière »²⁰.

Dès lors, les acteurs de la microfinance ne sont donc plus seulement les ONG et les autres organisations du développement, mais également des entités financières comme la Banco Santander, Citigroup, Visa, la Credit Suisse, HSBC, BNP Paribas Private Banking (qui coopère avec ResponsAbility depuis juillet 2005) etc. Dans le cas du Mexique, c'est aussi le gouvernement central qui s'engage dans la microfinance.

Le but de l'année internationale du microcrédit est justement d'attirer l'attention sur la nécessité d'un lien entre les investisseurs et les microentrepreneurs dans les pays pauvres. Par conséquent, lors de l'ouverture de l'année internationale du microcrédit à la SWX Swiss Exchange, le slogan « big finance meets microfinance » a été utilisé²¹.

Mais ce nouvel activisme des banques privées a lancé des nouveaux débats. Pour le professeur en droit international à l'université de Deusto, Felipe Gómez, les banques privées ne font que preuve de leur opportunisme en utilisant la microfinance comme un coup de Public Relations. José Juan Ruiz de la Banco Santander défendait sa banque en disant que "doing business is not illegitimate, as long as the rules are respected"²².

¹⁶ <http://www.sedi.org/DataRegV2-unified/sedi-Publications/Asset%20building%20OECD%20June%202003.pdf>

¹⁷ B. Granger, in Le Monde Initiatives, Nr. 36, 6 décembre 2004.

¹⁸ http://www.responsability.ch/de/2_partner.html

¹⁹ Eine Welt, Das DEZA-Magazin für Entwicklung und Zusammenarbeit, Nr. 3, September 2005.

²⁰ B. Granger, "2005, année mondiale de quel microcrédit?", in : Contribution Nr. 7, déc. 2004, <http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/BIM-2004/BIM-06-12-04.pdf>

²¹ http://www.admin.ch/cp/d/419cb2bd_1@fwsrvq.html

²² Forum Barcelona 2004,

http://www.barcelona2004.org/eng/banco_del_conocimiento/documentos/ficha.cfm?IdDoc=1523

Comme stagiaire à Covalence, je me suis particulièrement intéressée à la question de savoir comment les institutions financières présentent leur engagement dans le domaine de la microfinance et comment elles perçoivent elles-mêmes le concept de la microfinance.

Il me paraît d'avance qu'il y a trois possibilités théoriques:

- (i) Soit les banques considèrent leurs activités reliées à la microfinance comme un engagement philanthrope et « humanitaire »,
- (ii) soit elles se lancent dans la microfinance parce qu'elles sont convaincues que c'est un domaine lucratif, une niche de marché
- (iii) soit elles argumentent en combinant ces deux positions en mettant l'accent du côté de leurs investisseurs qui demandent que la banque investisse leur argent de manière « responsable », mais qui en même temps ne veulent pas renoncer à la rentabilité financière.

J'estime qu'on pourrait dire que la première possibilité (i) met l'accent sur le côté de l'offre sociale que l'entreprise fait par rapport à la microfinance tandis que la troisième possibilité se rapproche plutôt à la demande faite par les investisseurs privés et incite la banque à essayer d'unir le besoin d'un investissement financièrement rentable avec le bénéfice social.

Je m'intéresserais également à la pondération que les institutions financières privées donnent à leur engagement microfinancier pour mieux connaître l'importance relative de leurs activités microfinancières. Je voulais donc savoir si elles accordent une place importante à la microfinance dans leurs publications.

Pour répondre à ces deux questions, je me suis uniquement basée sur les pages web respectives des entreprises. Bien évident, cette démarche ne donne pas de réponses aux questions de l'efficacité, de la durabilité ou du volume de l'engagement des institutions financières privées.

Comme le domaine de la microfinance est toujours très dominé par des organisations non gouvernementales et fait actuellement partie de l'année internationale lancée par l'ONU, je me suis attendue que les entreprises vont elles aussi faire usage d'un vocabulaire « humanitaire » et plutôt limiter les réflexions économiques pour se référer à leurs activités microfinancières.

J'ai commencé par les trois sponsors privés principaux de l'année internationale du microcrédit²³ : Citibank, ING Group et Visa.

Citigroup, pour sa part, soutient les Nations Unies dans leurs efforts de promouvoir la microfinance. Le groupe financier est également actif en Chine. Selon des analystes de Citigroup, il est crucial que les MFI survivent pour pouvoir alimenter le développement économique de la Chine. Le PNUD et Citigroup facilitent donc la microfinance chinoise. Citigroup a offert 1.3 millions US\$ pour soutenir la microfinance (2001), 1.5 mio US\$ en 2004 pour établir un centre de promotion et un réseau. Même si l'argumentation des analystes que le développement chinois dépend de la microfinance pourrait être un signe des intérêts économiques de la banque de s'engager dans ce domaine, dans le dialogue avec le journal China Daily, l'entreprise met l'accent sur le côté philanthrope de son action: Richard D. Stanley, CEO de Citigroup en Chine disait: "Everything is linked, we want to make a positive contribution to the community and do the right thing in the long term."²⁴

En général, nous trouvons plus d'indications sur l'engagement de Citigroup dans la presse que sur leur propre page web. Même en cherchant de manière déterminée, j'ai eu du mal à trouver le sujet sur leur page. Finalement, j'ai quand même trouvé un article qui présentait la microfinance et l'engagement de Citigroup sous la rubrique « corporate citizenship ». Malheureusement, cet article date d'avril 2004²⁵. D'ailleurs, l'article ne mentionne pas directement que Citigroup sponsorise l'année internationale. Vu que le 2005 est l'année internationale du microcrédit et que Citibank est un sponsor principal, on peut, à mon avis,

²³ http://www.yearofmicrocredit.org/pages/whosinvolved/whosinvolved_meetsponsors.asp

²⁴ China Daily, 18 août 2005, http://www.chinadaily.com.cn/english/doc/2005-08/18/content_470131.htm.

²⁵ <http://www.citigroup.com/citigroup/citizen/microfinance/index.htm>

parler d'un sentiment d'attachement très faible à la participation dans l'activité internationale de promouvoir la microfinance.

Citigroup décrit son engagement de la manière suivante : « Our commitment to microfinance enables us to do what we do best, that is, create opportunity for institutions and individuals by using our global reach and local expertise to expand access to financial services. »²⁶ A mon avis, cette argumentation inclut les réflexions économiques et en même temps le social, donc Citigroup fait partie de la troisième catégorie d'argumentation.

La deuxième institution financière qui est mentionnée sur la page web de l'année internationale du microcrédit est la ING Group. Il s'agit d'une institution financière d'origine néerlandaise qui emploie 115000 employés. Sur www.ing.com, la microfinance est assez facile à trouver. En octobre 2004 le groupe a annoncé sa participation comme sponsor dans l'année internationale du microcrédit ainsi que leur collaboration avec Oikocredit²⁷. Au lieu de simplement donner de l'argent à l'initiative des Nations Unies ou à Oikocredit, la banque a une approche créative. Elle écrit que ses employés peuvent investir dans le fonds d'Oikocredit et qu'ils sont encouragés de fournir leur expertise dans les projets d'Oikocredit, par exemple en s'engageant comme « ambassadeur/ambassadrice » d'Oikocredit. ING Group offre également aux employés techniques (comme le développement des produits, risk management ou business planning) d'être dispensés du travail à l'ING Group lorsqu'ils travaillent quelques semaines pour des organisations de microfinance.

Le dernier sponsor principal est Visa. L'entreprise Visa argumente sur le site de l'année internationale du microcrédit que son sponsorship est un signe de son engagement d'améliorer l'accès aux services financiers par des collaborations innovatrices et des produits bien adaptés. La place donnée à la microfinance est extrêmement limitée sur le site de Visa : sous la rubrique « sponsorships », on ne trouve que l'appui donné aux jeux olympiques et aux paraolympiques²⁸. Si on est très déterminée, on trouve quelques mots sur la coopération entre Visa et FINCA (Foundation for International Community Assistance, une organisation qui est active dans le domaine de la microfinance) sous « partnerships »²⁹. Je n'ai trouvé les microcrédits que sur une page web qui s'appelle « global giving »³⁰ que la recherche sur Visa me proposait. Leur engagement dans le cadre de l'année internationale du microcrédit n'est même pas mentionné sur leur propre site.

Ce qui saute aux yeux, c'est que la présentation de l'engagement des institutions privées dans la microfinance se fait dans tous les cas d'une manière très discrète (voire invisible). En ce qui concerne la banque la plus grande qui soutient ResponsAbility, la Credit Suisse, la discrétion (ou le manque d'intérêt) est également vite constaté. Sur la page www.credit-suisse.com il n'y a qu'une très petite allusion à ResponsAbility dont elle fait partie et il n'y a aucun article en détail qui traite ce sujet. Pour savoir comment il est possible d'investir dans le fonds de ResponsAbility et pourquoi, le lecteur est renvoyé directement au site de ResponsAbility sans que la Credit Suisse présente leur engagement et le projet sur son site principal. Au moins, la thématique est abordée de manière assez détaillée sur le site du magazine internet de la Credit Suisse³¹.

En comparaison avec les autres banques privées, le sujet de la microfinance a quand même une place un peu plus importante sur le site du Credit Suisse. A titre d'exemple de son engagement, la banque publie sur son site web l'histoire d'une femme mozambicaine qui a été nommée microentrepreneuse mozambicaine de l'année pour sa capacité à surmonter les épreuves. Cet article date de décembre 2004³². La Credit Suisse a finalement publié des nouveaux articles la semaine dernière, p.ex. un interview avec

²⁶ idem.

²⁷ http://www.ing.com/group/showdoc.jsp?docid=039326_EN&menopt=

²⁸ <http://www.corporate.visa.com/>

²⁹ <http://corporate.visa.com/av/partnerships.jsp>

³⁰ www.globalgiving.com

³¹ www.emagazin.credit-suisse.com

³² <http://emagazin.credit-suisse.com/article/index.cfm?fuseaction=OpenArticle&aoid=75874>

Rosemarie Michel, membre du Women's World Banking³³ qui parle de la microfinance. Dans l'édition de son magazine internet qui se dédicace à la microfinance, des réflexions économiques interviennent ouvertement : « Les clientes de FIDES [une IMF] mettent un point d'honneur à payer leur dette : le taux de remboursement frôle les 100%, un chiffre qui ferait rêver n'importe quelle banque " normale ". »³⁴ De l'autre côté, la banque Suisse utilise également le slogan suivant : « gagner de l'argent en faisant du social »³⁵. La motivation du Credit Suisse de s'engager dans la microfinance est donc assez ambivalente. Il mentionne simultanément les incitations économiques et les bénéfices sociaux, ce que je qualifie comme relevant de la troisième catégorie des trois motivations théoriques.

Pour les autres banques qui ne sont ni des sponsors officiels de l'année internationale du microcrédit, ni ne participant dans un autre fonds comme responsAbility, la place de la microfinance est quasi absente. Sur le site de l'UBS par exemple, une recherche avec le mot clé « microcredit » ne donne ni un seul résultat (non plus pour « micro credit », « microfinance » ou les mêmes mots dans d'autres langues). Quant à HSBC, la microfinance n'est au moins pas complètement absente dans les publications de la banque multinationale. Elle est notamment active dans ce domaine en Chine, en Brésil, en Inde et aux Philippines et elle a participé dans un forum de l'ONU sur la microfinance en mars 2005³⁶.

Pour conclure, le fait que le sujet de la microfinance n'a qu'une place très limitée dans les publications en ligne des institutions financières privées, et que l'année du microcrédit ne produit presque pas d'articles récents par des banques privées, me laisse conclure que le secteur privé est encore très timide par rapport à la promotion de la microfinance. La distance au sujet peut être interprétée de manière différente: soit l'engagement des institutions privées est en réalité aussi discret et limité que la place accordée à la thématique, soit la banque ne considère pas que ça intéresse beaucoup du monde, soit les deux à la fois.

En outre, le fait que VISA positionne les microcrédits sur un site qui s'appelle « global giving », est à mon avis un signe clair que la plupart des institutions privées connotent la microfinance avec des activités philanthropes et non pas avec un nouveau domaine d'activité économique (qui produit un bénéfice social en même temps). Pour cette raison, je me sens même tentée de conclure que peu d'institutions n'ont vraiment compris ce qui est, à mon opinion, le concept de base de la microfinance: qu'il ne s'agit justement pas de distribuer des aumônes mais de créer des véritables opportunités de développement.

La distance entre la « big finance » et les microentreprises est donc toujours très grande.

Si on s'éloigne un peu de la perspective d'une seule institution financière, je propose également de faire quelques réflexions critiques de manière plus globale tant à la participation du secteur privé. Même si je suis tout à fait favorable à une telle participation, j'aimerais quand même énoncer quelques préoccupations.

Du point de vue du client microentrepreneur, le contact intensif avec les représentants de la IMF est certainement important pour compenser le manque d'expérience et pour rembourser les crédits dans des tranches minimes. La participation du secteur privé risque

³³ <http://emagazine.credit-suisse.com/article/index.cfm?fuseaction=OpenArticle&aoid=109190&lang=de>

³⁴ <http://emagazine.credit-suisse.com/article/index.cfm?fuseaction=OpenArticle&aoid=75843&lang=FR>

³⁵ <http://emagazine.credit-suisse.com/article/index.cfm?fuseaction=OpenArticle&aoid=75843&lang=FR>

³⁶ http://www.hsbc.com/hsbc/news_room/news/news-archive-2005?cp=/public/groupsite/news_room/2005_archive/hsbc_helps_put_microfinance_under_the_microscope.jhtml&isPc=true

d'effectuer une forte pression à la professionnalisation des IMF et à la réduction de leurs coûts. A mon avis, le dilemme entre le professionnalisme et la gérance intensive de la microfinance ne doit en aucun cas mener à la réduction des programmes de microcrédit au simple fait de prêter de l'argent. Il me semble crucial que les microcrédits ne soient pas seulement « des crédits plus petits » que des crédits conventionnels mais qu'on reconnait le fait que le contexte socio-économique et culturel diffère nettement du contexte d'octroi d'un crédit conventionnel. La microfinance n'est donc pas seulement une question de taille.

Dans une perspective un peu plus globale, j'estime que la coopération entre le secteur financier privé international et les IMF entraîne un autre défi aux IMF dû au risque des taux d'échange. Les institutions financières privées vont leur proposer de se refinancer en Dollar ou en Euro tandis qu'ils doivent accorder des crédits dans les monnaies locales souvent très instables.

En principe, il me semble légitime de se questionner sur les effets des flux de capitaux du Nord vers le Sud (même si c'est trop souvent l'inverse). Les microcrédits pouvaient aggraver l'endettement et la dépendance du Nord et certains auteurs remarquent que le manque de capitaux n'est pas le problème dans les pays en développement. Même si cela diffère de pays en pays, il existe, en effet, certains pays en développement ont une économie avec une surliquidité (comme p.ex. l'Equateur). Ils argumentent donc que la participation des institutions financières privées n'est pas désirée. De l'autre côté, il me semble que le problème est justement que ces capitaux présents ne tendent pas à être investis dans la microfinance dans leurs pays. A mon avis, le but sera donc de faire en sorte que, à long terme, les propriétaires de ces capitaux fassent confiance aux microentrepreneurs et deviennent actifs dans la microfinance de leur propre pays.

À mon opinion, le rôle du secteur privé est à l'heure actuelle de soutenir les MFI afin de s'intégrer dans les systèmes bancaires nationales. Une fois que ces institutions seront plus enracinées dans le secteur financier de leurs pays, leur succès devrait attirer l'attention et la confiance des capitaux locaux. Dans ce cas, le secteur privé a une responsabilité cruciale : il devra s'abstenir de faire concurrence aux acteurs locaux une fois qu'ils commencent à s'intéresser à la microfinance. Le but devra justement être de créer une sorte de « crowding in » du secteur local pour limiter la dépendance des capitaux du Nord.

Conclusion

Mais même si l'avenir des microcrédits est très prometteur, il ne faut pas croire qu'il s'agit de la solution miracle afin d'éradiquer la pauvreté et réaliser tous les huit objectifs du millénaire pour le développement. En outre, la demande de la microfinance est loin d'être satisfaite et ne peut qu'être satisfaite à l'inclusion du secteur privé.

En ce qui concerne la participation du secteur privée, elle est selon moi indispensable pour améliorer globalement l'accès aux prestations financières. En même temps, je constate que la rencontre de la « big finance » avec les microentreprises reste encore très ponctuelle.

Pour conclure, la microfinance ne doit être développée ni comme une action de PR d'une banque ni comme une action philanthrope d'une ONG mais comme une base nouvelle des systèmes financiers plus inclusifs.